



99 bis Ave du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : www.sitecommunistes.org

Hebdo : Communistes.hebdo@wanadoo.fr

E'mail : communistes2@wanadoo.fr

22-04-2014

Algérie : Après l'élection de Bouteflika

L'élection présidentielle en Algérie a suscité de nombreux commentaires pour un résultat attendu : celui de la réélection du Président sortant A. Bouteflika avec 81% des voix exprimées. Les Algériens, n'ont guère participé à cette élection. Il y a eu officiellement 50% d'abstention et probablement beaucoup plus encore, ce que confirme la très faible participation dans les grandes zones urbaines où les contrôles sont un peu plus efficaces que dans les zones rurales. Une grande partie des commentaires, c'est focalisé sur l'état de santé du Président et bien moins sur la situation en Algérie. Car si cette élection satisfait les puissances qui lorgnent sur les richesses pétrolières et gazières de ce pays, comme sur sa situation géostratégique, elle ne règlera aucun des graves problèmes économiques, sociaux et politiques dans lesquels se débat le peuple Algérien. USA, France et Russie ont exprimé leur satisfecit de la réélection de Bouteflika au nom de la stabilité mais surtout au nom des relations qu'ils ont établies avec les forces dominantes du pays et qui le dirigent à leur profit.

Quels sont les problèmes actuels de l'Algérie ? Ils sont pour l'essentiel l'expression des inégalités et des antagonismes engendrés par le régime capitaliste imposé depuis trente ans par les classes possédantes et affairistes dominantes parmi lesquelles les courants obscurantistes qui ont manipulé la religion pour tromper le peuple. Sous Bouteflika, ces problèmes se sont aggravés. Ainsi, le plus grande partie du revenu national est-elle accaparée par une minorité, que l'on peut qualifier de « barons du régime ». Cet accaparement se double d'une corruption massive et du refus d'utiliser l'argent du pétrole pour relancer l'économie. Tout cela se traduit par un appauvrissement et un chômage de masse ainsi que par des emplois mal payés et sans avenir pour les jeunes, par des problèmes insolubles de logement pour les travailleurs, par l'étouffement de la liberté d'organisation, de réunion et d'expression derrière une démocratie de façade faite sur mesure pour les classes possédantes. En politique extérieure, le régime fait preuve d'une grande passivité face aux ingérences impérialistes dans la région. Les « opposants » à Bouteflika, qui clament leur désir de moderniser le pays, ne sont en réalité qu'une partie des clans qui se disputent le pouvoir. Leur vision de l'Algérie c'est celle de la

privatisation de ce qui reste de la propriété publique et d'une plus grande soumission encore aux forces impérialistes qui voudraient bien en finir avec les quelques velléités d'indépendance du pays. Il n'y a donc rien à attendre de ce côté-là !

Les clans qui se battent entre eux dans les coulisses du régime sont tous d'accord pour maintenir le système capitaliste qui a mené le pays dans cette impasse et se mettre au service de l'impérialisme et de ses multinationales. Les puissances impérialistes attisent les rivalités de ces clans. Elles font monter les enchères pour obtenir du régime ou de l'opposition "libérale" qu'ils s'engagent à accélérer l'application des "réformes" exigées par l' "économie de marché", c'est-à-dire à leur donner les gisements de pétrole et de gaz, à leur remettre les secteurs stratégiques et juteux de l'économie - Sonelgaz, télécommunications, distribution de l'eau, banques publiques, santé. A leur reconnaître la liberté totale de circulation des capitaux et d'exportation des profits, à diminuer ou même faire disparaître les impôts sur leurs profits, à augmenter le prix du gaz et de l'électricité, à supprimer toutes les barrières douanières, à leur permettre de prendre possession des terres, à rayer toutes les lois sociales qui protègent encore plus ou moins le travailleur et qui fixent le salaire minimum, les primes et les indemnités.

L'impérialisme veut aussi des bases militaires et ne relâche pas ses pressions pour que l'armée algérienne devienne le gendarme de ses intérêts en Afrique.

C'est cela le vrai contenu des "réformes" sur lequel le régime et l'opposition ultra-libérale sont d'accord sans le reconnaître publiquement. Défenseurs du régime et opposition ultra-libérale se sont tous entendus pour que ces questions ne soient pas débattues devant le peuple à l'occasion de l'élection présidentielle. Ils ont détourné l'attention des citoyens sur des chicanes au sujet de la santé de Bouteflika et de sa capacité ou non à continuer à diriger le pays.

Dans les conditions d'un affaiblissement organisé par le pouvoir des forces progressistes y compris avec un pseudo Parti des Travailleurs qui s'emploie à expliquer que Bouteflika est du côté du peuple mais serait mal conseillé, il ne reste pas beaucoup de moyens aux révolutionnaires pour peser sur la situation. Le Parti Algérien de la Démocratie et du Socialisme s'est prononcé par un appel au vote blanc en exprimant son point de vue : « Ce vote, explique-t-il, consiste pour l'électeur à glisser dans l'enveloppe un billet sur lequel il aura écrit des slogans qui expriment son indignation contre le régime bourgeois. En voici quelques exemples non limitatifs : **"A bas le régime capitaliste despotique de Bouteflika et son opposition, tous à la solde de l'impérialisme ! Non à l'appauvrissement des travailleurs et des jeunes! L'argent du pétrole pour le développement! Pour un régime démocratique révolutionnaire du peuple! Vive le socialisme!"** ou encore : **"Mon vote rejette tous les candidats. Il signifie mon opposition au verrouillage politique qui empêche la candidature d'un représentant des couches populaires exprimant mon aspiration à une rupture avec le capitalisme et pour un pouvoir populaire anti-impérialiste qui se battra pour le socialisme."**

La situation en Algérie est donc un élément important de l'évolution du continent africain. Le peuple algérien qui a montré sa capacité à se défaire du colonialisme n'a pas pour vocation de subir indéfiniment le joug d'une bourgeoisie prédatrice. Nous sommes au côté des forces progressistes et révolutionnaires algériennes.